

ROYAUME DU MAROC

MINISTERE DE L'INTERIEUR

REGION FES-MEKNES

A.O.O. N° 35 /RFM/ 2017

***Objet : BETONNAGE DES RUES AU CENTRE D'ENJIL
A LA CR ENJIL - PROVINCE DE BOULEMANE***

Cahier des prescriptions spéciales

Lot unique

**Objet : BETONNAGE DES RUES AU CENTRE D'ENJIL
A LA CRENJIL - PROVINCE DE BOULEMANE**

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix (séance publique) en application de l'article 16 § 1 al. 2 et l'article 17 § 3 al. 3 du décret n° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (05 février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat, ainsi que certaines dispositions relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Entre,

Monsieur le Président de la région Fès-Meknès en qualité d'Ordonnateur.

D'une part

Cas d'une personne morale

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce deSous le n°.....
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès
de.....
Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur».
D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

Cas de personne physique

M.
Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce deSous le n°.....
Patente n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....
Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur ».
D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
.....(les références de la convention)..... :

Membre 1 :

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....
Membre 2 :
(Servir les renseignements le concernant)

.....
.....
Membre n :
.....
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M..... (prénom, nom et qualité) en tant
que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte
bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de
.....

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur ».
D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

D'autre part
.../...

-CHAPITRE I -
*** INDICATIONS GENERALES -***

ARTICLE I.1 : OBJET DU MARCHÉ :

BETONNAGE DES RUES AU CENTRE D'ENJIL A LA CR ENJIL
PROVINCE DE BOULEMANE.

ARTICLE I.2 : DIVISION PAR LOTS :

Les travaux du présent marché constituent : lot unique.

ARTICLE I.3 : CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Les travaux à exécuter au titre du présent marché se composent de :

- Déblais ;
- Démolition ;
- Remblai ;
- Hérissonnage ;
- Béton B3 ;
- Béton armé ;
- Bordures.

ARTICLE I.4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ - DOCUMENTS GENERAUX - TEXTES SPECIAUX

Les obligations de l'entrepreneur, pour l'exécution des travaux objet du marché, résultant de l'ensemble des documents suivants :

a/ Pièces constitutives du marché

- ◆ Acte d'engagement.
- ◆ Le présent cahier des prescriptions spéciales (C.P.S)
- ◆ Le bordereau des prix -Détail estimatif.
- ◆ Le cahier des clauses administratives générales travaux (CCAG-T)

b/ Textes généraux :

1. Loi organique 111-14 relative aux régions
2. Le décret n° 2-12-349 du 8 jourmada 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
3. Le décret n° 2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
4. Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
5. Le décret n° 2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat ;
6. Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics
7. Arrête du Chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;
8. Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre
9. Le décret n° 2.07.1235 du 5 Kaada 1429 (4 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat.
10. Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
11. Le décret N°2- 09-441 du 17 Moharram 1431 (3 /1/2010) portant règlement de la comptabilité publique des collectivistes locales et de leurs groupement tel qu'il a été complétée et modifier
12. Le dahir portant la loi n°01-09-02 du 22 Safar 1430 (18/02/2009) portant promulgation de la loi n°45-08 relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements.

13. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1871-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013) fixant la rémunération relative à la remise des plans et documents techniques prévue par les articles 19 et 99 du décret n° 2-12-349 précité.
14. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1872-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013) relatif à la publication des documents dans le portail des marchés publics.
15. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3011-13 du 24 Hijja 1434 (30/10/2013) portant application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 précité
16. Arrêté du ministre de l'Intérieur n°3574-13 du 6 Safar 1435 (10/12/2013) fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes
17. Le décret 2-14-394 du 06 chaaban 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
18. Le Décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 relatif aux délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
19. Convention cadre entre M. le président de la région, Monsieur le Wali de la région, MM. les gouverneurs de la préfecture et des provinces de la région et l'Agence Régionale d'Exécution des Projets de la région Fès-Meknès.

Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

C- TEXTES SPECIAUX

- 1) L'instruction n° 4/39/57 prescrivant l'emploi de produits ou matériaux de provenance Marocaine.
- 2) Le guide marocain pour les terrassements routiers (GMTR), édition 2002.
- 3) Note circulaire DRCR/214.23/60321/20.13/06 du 16/06/2006 relatif à l'exigence de la justification de la provenance du sable utilisé dans la réalisation des marchés.
- 4) La circulaire 6001 Bis TP du 7 Aout 1958 relative au transport des matériaux et des marchandises pour l'exécution des travaux publics
- 5) La circulaire 6.015 du 1er avril 1965 de Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Communications faisant application du cahier des prescriptions spéciales type.
- 6) Fascicule n° 1 du cahier des clauses techniques communes applicables aux diverses natures de travaux
- 7) Fascicule n° 3 du cahier des prescriptions communes applicables aux travaux routiers courants, relative à l'exécution des travaux de terrassement
- 8) Fascicule n° 5 du cahier des prescriptions Communes applicables aux travaux routiers courants, relative à l'exécution des corps de chaussées
- 9) Les normes marocaines en vigueur.

L'Entrepreneur devra se procurer à ses frais ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas invoquer son ignorance des textes pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Les obligations de l'entreprise comportent non seulement l'observation des prescriptions des textes énumérés ci-dessus mais aussi l'observation de tout autre décret, arrêté, réglementation ou normes en vigueur à la date de la remise de l'offre, applicables aux travaux du présent marché.

ARTICLE I.5 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

1°/ L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer, dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître d'Ouvrage.

2°/ Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix selon sont :

- La construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- L'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installations d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- Le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier ainsi que leur signalisation extérieure.
- L'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'ouvrage

3°/ Le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs est fixé à TRENTE JOURS (30 jours) de calendrier à compter de la date de la réception provisoire.

En outre, une pénalité spéciale de 1‰ (un pour mille) du montant du marché par jour de calendrier sera appliquée en cas de retard, à compter de la date d'expiration du délai de 30 jours indiqué plus haut.

4°/ Plans de béton armé et essais d'agrément sont à la charge de l'entreprise.

ARTICLE I.6 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX

1/ Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur doit être présent en permanence sur le lieu d'exécution des travaux ou se faire représenter par un agent dûment agréé par le maître d'ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

La demande écrite présentée par l'entrepreneur, en vue de l'agrément d'un représentant, doit fournir toutes références utiles concernant cet agent et faire connaître exactement l'étendue des pouvoirs qui lui sont accordées par l'entrepreneur au point de vue tant de la conduite des travaux que du règlement des comptes.

2/ L'entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées pour se rendre soit sur les lieux des travaux, toutes les fois qu'il en est requis. Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l'issue de réunions ou de visites de chantier, effectués en présence de l'entrepreneur.

ARTICLE I.7 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG-T les droits aux quels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement sont à la charge de L'entrepreneur.

CHAPITRE II. : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE II.1 : CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur devra avoir pris connaissances parfaite des lieux et des sujétions d'exécution résultant des conditions du site du chantier et notamment de la nature des terrains, des conditions climatiques et géographiques, des moyens de transport, d'approvisionnement et d'exécution en usage dans la région. Il aura en outre la responsabilité entière de l'emploi de son personnel et de son matériel. Il ne sera pas admis de réclamation à l'occasion des difficultés pouvant provenir de ces conditions ou de ces moyens.

Il ne pourra réclamer aucune indemnité qu'elle que soit la nature du terrain. Il ne pourra en outre se prévaloir, pour étudier ses obligations ou demander une indemnité, du fait que d'autres chantiers seront ouverts à proximité de ses travaux ou dans la région.

ARTICLE II.2 : VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après visa et notification de son approbation par monsieur le Président de la région Fès-Meknès.

ARTICLE II.4 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

L'approbation des marchés doit être notifiée au titulaire dans un délai maximum de Soixante Quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Conformément à l'article 153 du décret N° 2-12-349 du 8 Joumada Ier 1434 (20 mars 2013). L'entrepreneur titulaire du marché ne sera libre de renoncer à son engagement que si l'approbation de son marché ne lui est pas notifiée dans un délai de Soixante Quinze (75) jours à compter du jour de l'ouverture des plis.

Toutefois, le Maître d'ouvrage peut, dans un délai de dix (10) jours avant l'expiration du délai citée ci-dessus, proposer à l'attributaire par lettre recommandée, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée.

ARTICLE II.5 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales.

Le Maître d'Ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE II.6 : CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE

a) CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à CINQ Mille (5 000,00) Dirhams.

b) CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant du marché arrondi à la dizaine supérieure.

Ce cautionnement doit être constitué dans les Vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements de l'Entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

L'Entrepreneur est dispensé de verser le cautionnement définitif si dans les Vingt (20) jours suivant la notification de l'approbation du marché, il fournit une caution personnelle et solidaire délivrée par un établissement bancaire agréé par le Ministère des Finances.

Le montant du cautionnement définitif peut être retenu par le Maître d'ouvrage en cas de défaillance de l'Entrepreneur ou de résiliation du marché ou encaissé auprès de la Banque quand le versement par l'Entrepreneur du montant du cautionnement définitif est remplacé par une caution bancaire personnelle et solidaire.

L'Entrepreneur défaillant (la défaillance est constatée par la Maîtrise d'ouvrage ou par le Maître d'ouvrage) ne peut en aucun cas s'opposer au règlement, par la banque, du montant du cautionnement définitif en cas d'existence d'une caution bancaire ou de la retenue, au Maître d'ouvrage du montant du cautionnement définitif au cas où il est versé en numéraires.

Le cautionnement définitif sera restitué à l'Entrepreneur sur le vu du PV de réception définitive prononcée par le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre.

c) RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie à prélever sur les montants des travaux est de dix pour cent (10 %), elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7 %) du montant initial du marché, augmenté ou diminué des avenants éventuels.

Elle est acquise de plein droit au Maître d'ouvrage en cas de négligence ou autres manquements de l'Entrepreneur à ses obligations.

L'entrepreneur peut cautionner partiellement ou totalement cette retenue de garantie.

ARTICLE II.7 : NATURE ET COMPOSITION DES PRIX MODE DE REGLEMENT

Le marché est passé "au mètre", et présenté avec des prix unitaires libellés en Dirhams.

1- NATURE ET CONTENU DES PRIX

Les prix du présent marché sont unitaires.

Les prix du marché comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, frais généraux, faux frais, et d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire directe ou indirecte des travaux.

2- DEPENSES ANNEXES REPUTEES INCLUSES DANS LES PRIX DU MARCHE

Elles concernent entre autres, telles qu'elles sont explicitées dans les divers articles du présent CPS et dans les documents généraux auxquels il se rattache :

- Les frais de vérification, essais et contrôles de tous matériaux finis pour lesquels la nature et les fréquences sont précisés au cahier des prescriptions techniques.
- Les contrôles supplémentaires demandés par la Maîtrise d'œuvre sont, s'ils s'avèrent défectueux, à la charge de l'Entreprise et défalqués de ses situations.
- Les frais d'assurances de tous ordres (Tous risques chantier, etc..).

- Les frais de reproduction des documents demandés au cours de chantier.

ARTICLE II.8 : AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX - TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES – TRAVAUX SANS AUTORISATION

a) AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX, TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier certains éléments du programme ou de renoncer sur proposition de la Maîtrise d'œuvre à l'exécution de certains ouvrages qui y sont prévus, ceci sans que l'Entrepreneur puisse prétendre à une variation des prix des autres articles du bordereau.

Il est précisé que, seuls sont considérés comme travaux supplémentaires, et par la suite réglés à l'Entrepreneur, les travaux dus à des changements ordonnés par le Maître d'Ouvrage.

Ces travaux supplémentaires doivent avoir été l'objet d'un devis établi notifié par l'Entrepreneur, approuvé par le Maître d'Ouvrage.

Des avenants globaux ou partiels intégreront éventuellement ces travaux supplémentaires au marché de base.

b) TRAVAUX SANS AUTORISATION

Si l'Entrepreneur apporte sans autorisation des modifications aux travaux, tels qu'ils sont définis par le marché, le Maître d'ouvrage peut :

* Soit exiger les démolitions, corrections, reprises nécessaires à l'exécution exacte du marché, sans préjudice d'une part des réfections qu'il pourrait exiger sur le montant du marché si ces démolitions, corrections, reprises entraînent une diminution de la qualité finale des ouvrages, et d'autre part, de toute autre incidence, notamment sur les travaux des autres Entrepreneurs.

* Soit accepter les modifications opérées et dans ce cas le Maître d'ouvrage ne doit aucun paiement supplémentaire si les ouvrages modifiés ont entraîné des dépenses supérieures à celles afférentes aux ouvrages initialement prévus.

Il est par contre en droit de diminuer les prix du marché si le coût des ouvrages modifiés est moins élevé que celui des ouvrages initialement prévus.

ARTICLE II.9 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des différends et litiges surviennent avec l'entrepreneur, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE II.10 : DELAI D'EXECUTION, PENALITES

1- DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution intéressant la totalité des travaux et fourniture des différents articles du présent marché est fixé à **Trois (03) Mois**, y compris la période de préparation.

Enfin, ce délai commence à courir à la date qui sera précisé sur le premier ordre de service adressé par le Maître d'ouvrage à l'Entreprise.

2- PROLONGATION DU DELAI

Sans objet, les conditions de prolongement du délai d'exécution sont définies par le CCAG-T.

3- PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION

Au cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais fixés et sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution et de la date de réception provisoire, il sera appliqué une pénalité de un pour mille (1‰) du montant initial du marché par jour calendaire de retard plafonnée à 8% du montant initial du marché selon l'article 65 du CCAGT. Sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par le C.C.A.G.T et au présent C.P.S. et par rappel supplémentaire.

ARTICLE II.11 : DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'Entrepreneur de satisfaire aux prescriptions du C.C.A.G.T, en n'élisant pas domicile à proximité des lieux des travaux, toutes les notifications qui se rattachent à son Entreprise lui seront valablement faites à l'adresse indiquée à sa soumission.

Après réception définitive des travaux, l'Entrepreneur est relevé de l'obligation d'avoir un domicile à proximité des lieux des travaux. S'il ne fait pas connaître son nouveau domicile au Maître d'Ouvrage, les notifications relatives à son Entreprise lui seront valablement faites à l'adresse indiquée à sa soumission.

ARTICLE II.12 : REGLEMENT DES TRAVAUX

Le règlement des travaux s'effectuera par l'application des prix unitaires du bordereau des prix aux quantités réellement exécutées et régulièrement constatées et réceptionnées. Il s'agit d'un marché au mètre.

ARTICLE II.13 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 12-2 du décret précité les prix du présent marché sont révisibles par application de la formule suivante, cette révision s'applique quelque soit le résultat des calcul.

$$P = P_o (0.15 + 0.85 \times (BAT6/BAT6_o))$$

P: le montant HT révisé de la prestation en question.

P_o : le montant initial de cette même prestation.

P/P_o : Le coefficient de révision de prix.

BAT6 : est la valeur de l'index global tout corps d'état à la date de la révision des prix.

BAT6_o : est la valeur de l'index global tout corps d'état avant la date de la révision des prix.

La révision des prix sera appliquée aux travaux qui restent à exécuter à partir de la date de variation des index constatée par les décisions prises à cet effet

Les valeurs à prendre en compte sont celles du mois de réalisation des prestations.

La révision des prix est applicable quelque soit la valeur obtenue par le calcul.

CHAPITRE III. : OBLIGATIONS GENERALES DE L'ENTREPRISE

ARTICLE III.1 : DIRECTION DES TRAVAUX

La maîtrise d'œuvre est confiée à : l'Agence Régionale d'Exécution des Projets de la région FES-MEKNES et la division des équipements de la Province de BOULEMANE, sa mission consiste en :

- Le suivi des travaux
- La coordination des suivis du chantier
- La vérification et l'établissement des décomptes
- La réception provisoire et la réception définitive

ARTICLE III.2 : ACCES AU CHANTIER

L'Entrepreneur est tenu de laisser libre accès au chantier à tout moment aux représentants du Maître d'Ouvrage.

Les ouvrages provisoires dont la réalisation s'avérerait nécessaire à la création ou au maintien de la circulation des piétons et des voitures aux abords du chantier, ou à travers, sont à la charge de l'Entrepreneur.

ARTICLE III.3 : QUALITE DES TRAVAUX

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité et conformes en tous points aux règles de l'art, exempts de toute malfaçon. S'ils ne satisfont pas à ces conditions, ils seront refusés et remplacés aux frais de l'Entrepreneur.

Celui-ci est également responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage des fautes et malfaçons commises par ses agents ou ouvriers dans la fourniture et l'emploi des matériaux, ainsi que des fautes et malfaçons commises par ses sous-traitants sauf en recours éventuel contre ceux-ci.

L'Entrepreneur ayant connaissance des difficultés de réalisation pouvant survenir, ne pourra en aucun cas faire état d'une omission ou d'une mauvaise interprétation des pièces du dossier pour refuser de fournir ou de monter un aménagement ou un dispositif quelconque dont l'absence mettrait en cause le fonctionnement de l'installation ou son intégralité.

ARTICLE III.4 : PREPARATIONS

Sur les bases des plans d'exécution qui lui seront remis par le Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur établira en fin des travaux les plans de recollement.

Ces documents sont soumis au Maîtred'œuvreen autant d'exemplaires qu'il est nécessaire au fur et à mesure des besoins.

L'acceptation ou le rejet des réclamations présentées par l'Entrepreneur sont communiqués par le Maître d'œuvre au Maître d'Ouvrage.

Si l'Entrepreneur omet de soumettre au Maître d'œuvre les documents visés au présent article, il sera entièrement responsable des conséquences de cette omission qui entraînera le refus des ouvrages et leur reprise à ses frais.

ARTICLE III.5 : MATERIAUX ET FOURNITURES

L'entrepreneur est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux et de fournir tous les résultats des essais d'agrément conformément au CPS, les frais de ces essais sont à la charge de l'Entrepreneur.

ARTICLE III.6 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Tous les travaux devront être exécutés suivant les règles de l'art et satisfaire aux exigences de leur destination conformément aux plans. Ils devront être faits très proprement avec le plus grand soin et correspondre exactement aux formes, dimensions, qualités, aspect aux dispositions, aux ordres du Maître d'œuvre.

En cours d'exécution, il appartient à l'entreprise de se rapprocher, en temps opportun, du Maître d'œuvre afin de recueillir les informations particulières qui n'auraient pu être fournies lors de la conclusion du marché. Si ces informations ne sont pas conformes aux hypothèses formulées au marché, les parties se rapprocheront pour modifier éventuellement les conditions fixées dans le marché.

ARTICLE III.7 : CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Ces conditions sont définies par le devis descriptif, documents et notices techniques, spécifications particulières ou cahier des prescriptions communes propres à chaque corps d'état.

ARTICLE III.8 : RECEPTIONS - DELAI DE GARANTIE

En aucun cas, la prise de possession par le Maître d'Ouvrage après l'expiration des délais prévus au calendrier détaillé des travaux, ne vaut réception. Celle-ci ne peut résulter que d'un procès-verbal prévu dans les conditions ci-après :

1- RECEPTION PROVISOIRE

L'entrepreneur doit demander la réception de ses travaux par écrit, au Maître d'Ouvrage, et moyennant un préavis minimum de Cinq jours.

Elle ne peut être prononcée qu'après présentation des divers certificats de conformités techniques et essais de laboratoire.

Les opérations de réception provisoire sont effectuées par la Maîtrise d'œuvre en présence de l'Entrepreneur.

Si la réception comporte des réserves, le procès-verbal mentionne en détail les omissions, imperfections ou malfaçons constatées et la simple notification par lettre recommandée avec avis de réception à l'Entrepreneur lui vaut injonction d'exécuter ou de terminer les travaux omis ou incomplets et de remédier à ces imperfections conformément aux règles de l'art dans le délai prescrit sans que celui-ci puisse excéder quinze jours.

Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage est en droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par tous ouvriers de son choix, aux frais, risques et pour le compte de l'Entrepreneur défaillant.

Le coût des dits travaux et éventuellement le montant des pénalités de retard sont prélevés sur les sommes dont le Maître d'ouvrage pourrait être encore redevable à l'Entrepreneur et une compensation s'opère de plein droit entre les prix des ouvrages ainsi exécutés et les reliquats dus à l'Entrepreneur.

Si la Maîtrise d'œuvre constate des malfaçons ou des défaillances graves dans l'achèvement des travaux, le Maître d'Ouvrage, même interpellé par l'Entrepreneur à procéder à la réception des ouvrages, peut s'y refuser jusqu'à l'époque ou à une date à laquelle les réfections ou compléments de travaux seront exécutés. Les pénalités de retard sont appliquées dans les conditions de l'article cité ci-dessus.

2- RECEPTION DEFINITIVE

Après l'expiration du délai de garantie fixé à Douze mois, à dater de la réception provisoire, il est procédé à la réception définitive dans les mêmes conditions que pour la réception provisoire.

Pendant la durée de ce délai, l'Entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de malfaçons ou d'insuffisances constatées et de remédier à l'ensemble des déficiences.

ARTICLE III.9 : ASSURANCES

L'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

1- DOMMAGES ET RECOURS

L'entrepreneur n'aura aucun recours contre le Maître d'Ouvrage pour tout dommage qui pourrait survenir du fait des tiers au personnel et au matériel de son Entreprise sauf ses droits de recours contre l'auteur responsable des dommages.

Dans le cas où des dommages viendraient à être causés à toute personne à l'occasion de l'exécution du marché, l'entrepreneur s'engage à garantir le Maître d'Ouvrage de toutes les condamnations prononcées contre lui en réparation des dits dommages et s'interdit de tout recours contre lui.

2- ASSURANCE "TOUS RISQUES CHANTIERS"

L'assurance tous risques chantiers devra couvrir l'ensemble des constructions, installations, matériels, pertes, avaries, détérioration qu'elle que soit la cause, en particulier par cause fortuite telle que maladresse, négligence, vol ou détournement, incendie, tempête, affaissement de terrain ou dégâts des eaux.

Cette assurance doit couvrir aussi les activités sur le chantier du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre. Le Maître d'ouvrage pourra contracter directement l'assurance T.R.C pour le compte de l'Entreprise conformément à l'article précité.

3- RESPONSABILITE CIVILE

Tous les Entrepreneurs participant aux travaux, chacun en ce qui le concerne, à ses propres frais et diligence, seront tenus de souscrire une assurance individuelle de "Responsabilité Civile de Chef d'entreprise" pour couvrir les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature causés aux tiers que ce soit par leur personnel salarié en activité de travail ou par le matériel d'industrie, d'entreprise ou d'exploitation ou encore du fait des travaux avant réception.

L'Entrepreneur devra garantir et indemniser le Maître d'Ouvrage contre les conséquences de tout dommage ou préjudice causé à l'occasion des travaux à toute personne ou propriété y compris celle du Maître d'Ouvrage à l'exclusion des dégâts superficiels dus à l'utilisation permanente des lieux de travail.

L'Entrepreneur devra également garantir et indemniser le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation, plainte, poursuite, demande de dommages et intérêts, frais, charges et dépenses de toute nature pouvant survenir à l'occasion de ces travaux.

4- VEHICULES ET ENGINES

L'Entrepreneur devra également présenter une attestation prouvant que tous les véhicules et engins affectés au chantier sont assurés conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE III.10 : SOUS-TRAITANCE ET APPORT A UNE SOCIETE

L'Entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants tout ou une partie des travaux faisant l'objet du marché ou se substituer par un autre entrepreneur ou faire apport de son marché à une société ou un groupement sans le consentement préalable et écrit du Maître d'Ouvrage ainsi que l'aval de la Maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où l'Entrepreneur titulaire du marché désire confier tout ou une partie des travaux, le sous-traitant devra présenter des dossiers d'agrément constitués par les références techniques, administratives et financières ainsi que les moyens matériels et humains envisagés pour l'exécution des travaux au Maître d'Ouvrage pour approbation.

De même un sous-traitant ne peut céder aucune partie de son Entreprise.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur demeure personnellement responsable tant envers le Maître d'Ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit en cas de défaillance de l'Entrepreneur ou incapacité à régler les sous-traitants de les régler à ses lieux et place s'il le juge utile et pour parfaire l'achèvement des travaux. Les sommes réglées seront en déduction des situations de l'Entreprise.

ARTICLE III.11 : RESILIATION

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du Maître d'Ouvrage et sans que l'Entrepreneur puisse prétendre à une quelconque indemnité :

- En cas de décès de l'entrepreneur. Toutefois, le Maître d'Ouvrage examine la proposition des héritiers ou des ayants droit si ceux-ci lui ont fait part de leur intention de continuer le marché.

La décision de l'autorité compétente est notifiée aux intéressés dans le délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition.

- En cas de dissolution de l'Entreprise si celle-ci est constituée en Société.

- En cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, à moins que le Maître d'Ouvrage ne préfère accepter les offres du liquidateur du syndic représentant la masse des créanciers pour la continuation des travaux.

- En cas d'incapacité, de fraude, de tromperie, constatées par la Maîtrise d'œuvre, ou par le Maître d'Ouvrage sur la qualité des matériaux ou la qualité d'exécution des travaux.

- En cas d'abandon de chantier, ou de réduction d'activité apportant des perturbations dans le déroulement normal du chantier, dûment constatés par la Maîtrise d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage si la reprise n'en est pas effectuée huit jours après envoi d'une lettre recommandée valant mise en demeure. Le cachet de la poste faisant foi de cet envoi.

- En cas de sous-traitance, cession, transfert ou apport du marché sans autorisation du Maître d'Ouvrage.

- Enfin, dans tous les autres cas où l'Entrepreneur ne s'est pas conformé aux stipulations du marché et du C.C.A.G.T ou aux ordres écrits qui lui ont été donnés et qu'il ne s'exécute pas dans le délai de dix jours à compter du jour de la mise en demeure qui lui est signifiée par acte extra judiciaire.

Dans tous les cas, la résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'Entrepreneur défaillant ou à ses ayants droit à la dernière adresse officiellement connue du Maître d'Ouvrage.

La lettre de résiliation doit contenir, outre la décision du Maître d'Ouvrage de résilier le marché, la date à laquelle il sera procédé aux constats des lieux. Cette lettre de résiliation vaut en même temps convocation aux fins d'assister à cette opération.

ARTICLE III.12 : CONSEQUENCES DE LA RESILIATION

Dans tous les cas de résiliation du marché, il est procédé par la Maîtrise d'œuvre en présence du Maître d'Ouvrage et de l'Entrepreneur ou de ses ayants droit présents ou dûment appelés à la constatation des ouvrages exécutés et de leur qualité, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et installations de chantier de l'Entrepreneur.

En cas de non-participation de l'Entrepreneur défaillant, de ses ayants droit ou de leurs représentants dûment mandatés, après simple convocation par lettre recommandée avec accusé de réception, aux opérations de constat, le Maître d'Ouvrage sera en droit de faire procéder par la Maîtrise d'œuvre à cette constatation sans avoir recours à l'invitation de l'Entrepreneur ou de ses ayants droit ou même à la désignation d'un expert.

Les opérations de constat font l'objet d'un procès-verbal signé par les parties, révisé par la Maîtrise d'œuvre, auquel sont annexés les attachements figurés et dessins d'exécution des ouvrages réalisés, ainsi que leur évaluation.

Un exemplaire du procès-verbal est notifié par le Maître d'Ouvrage à chacune des parties. Le procès-verbal établi en l'absence de l'entrepreneur, de ses ayants droit ou de leurs représentants convoqués par lettre recommandée envoyée à leur dernière adresse connue du Maître d'Ouvrage leur sera opposable.

Sera opposable également à l'Entrepreneur, ou à ses ayants droit, le procès-verbal des opérations de constat effectué en présence de l'Entrepreneur, de ses ayants droit ou de leurs représentants dûment mandatés signé par le Maître d'Ouvrage, et la Maîtrise d'œuvre, même non approuvé par l'Entrepreneur, ses ayants droit ou leurs représentants.

L'Entrepreneur ou ses ayants droits ne peuvent refuser de céder au Maître d'Ouvrage, les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par ce dernier, et le matériel construit spécialement pour le chantier en cause, ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés.

La cession est faite aux prix convenus au marché ou à défaut à ceux fixés à dire d'experts.

L'Entrepreneur défaillant ou ses ayants droit sont tenus d'évacuer le chantier et ses annexes (hangars, magasins, bureaux, etc.) les matériaux, matériels et fournitures dont la cession n'est pas demandée par le Maître d'Ouvrage dans le délai fixé par celui-ci est qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la date de la lettre de résiliation.

Faute par l'Entrepreneur d'évacuer le chantier dans le délai imparti, le Maître d'Ouvrage est autorisé à faire procéder à cette évacuation aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur défaillant ou de ses ayants droit.

Le Maître d'Ouvrage peut alors passer un nouveau marché, aux risques et périls de l'Entrepreneur défaillant ou de ses ayants droit. Les excédents de dépenses seront à la charge de l'Entrepreneur ou de ses ayants droit et prélevés sur des sommes qui peuvent lui être dues (décomptes en

instance de règlement, retenue de garantie, cautionnement définitif, etc.) sans préjudice des actions à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Si le nouveau marché entraîne au contraire une diminution des dépenses, le bénéfice résultant est entièrement acquis par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE III.13 : INTERRUPTION DES TRAVAUX

Les travaux peuvent être ajournés en raison des aspects de coordination par le Maître d'Ouvrage à n'importe quel stade d'avancement.

L'entreprise ne pourra élever aucune réclamation ou prétendre à être indemnisée des frais que lui impose cet ajournement.

ARTICLE III.14 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR - ENCADREMENT DU CHANTIER

Conformément au CCAG-T, l'Entrepreneur doit être présent ; pendant la durée des travaux ; en permanence sur le lieu d'exécution des travaux ou se faire représenter par un agent dûment agréé par le Maître d'Ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

La demande écrite présentée par l'Entrepreneur, en vue de l'agrément d'un représentant, doit fournir toutes références utiles concernant cet agent et faire connaître exactement l'étendue des pouvoirs qui lui sont accordés par l'Entrepreneur au point de vue tant de la conduite des travaux que du règlement des comptes.

Si la qualification du représentant n'apparaît pas suffisante à la Maîtrise d'œuvre, son remplacement jugé nécessaire pourra être exigé.

L'Entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées pour se rendre soit dans les bureaux du Maître d'Ouvrage soit sur les lieux des travaux, toutes les fois qu'il en est requis. Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l'issue des réunions ou des visites de chantier, effectuées en présence de l'Entrepreneur.

Lors des visites de chantier, l'Entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opérations dans des conditions de sécurité totale. Il devra faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçu sur le chantier ou mis en œuvre.

ARTICLE III.16 : PROPRETE ET NETTOYAGE DU CHANTIER

L'Entrepreneur est personnellement responsable de la propreté permanente de son chantier et du nettoyage des accès, et devra laisser le chantier en parfait état de propreté après chacune de ses interventions.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur doit procéder, à ses frais, au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des travaux.

Il se conforme pour ce dégagement, ce nettoyage et cette remise en état, aux instructions éventuelles du Maître d'Ouvrage.

En cas de non-respect de ce qui précède, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire procéder par une entreprise de son choix, sans délai, aux travaux de nettoyage et à l'évacuation des détritux à la décharge publique aux frais de l'Entrepreneur.

ARTICLE III.17 : MALFAÇONS

Si des malfaçons viennent à être décelées, les ouvrages seront démolis et refaits à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE III.18 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions du CCAG-T et de la réglementation en vigueur lors de l'exécution des travaux.

ARTICLE III.19 : HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

Les dispositions des articles du C.C.A.G.T sont complétées ainsi :

1- HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

L'Entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la sécurité des travailleurs, et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police et voirie ou autres.

2- CONSIGNES DE SECURITE

Les rubriques ci-dessous ne sont qu'un rappel des consignes les plus importantes. Elles ne sont pas limitatives, les Entrepreneurs étant responsables doivent se conformer aux règlements en vigueur.

ARTICLE III.20 : TRAVAUX DE SIGNALISATION TEMPORAIRE

La signalisation temporaire sert en général à signaler les obstacles ou dangers dont l'existence est elle-même temporaire.

Elle doit permettre :

- Le maintien du trafic sans gêner des usagers et ne pas bloquer la circulation pendant les horaires de pointes
- La veille sur la sécurité des usagers

L'Entrepreneur doit exercer une surveillance continue sur le chantier dans le but d'éviter tout accident aux ouvriers travaillant sur le chantier, à quelques corps d'Etat qu'ils soient rattachés ainsi qu'aux personnes employées à titre quelconque sur le chantier et à celles qui seraient étrangères à celui-ci.

Les accidents du travail sont du ressort de l'Inspecteur du travail et de la sécurité sociale. La déclaration doit être faite par l'Entrepreneur qui paie l'ouvrier même si celui-ci est régi sous les ordres d'un autre.

L'Entrepreneur supportera seul au besoin comme assureur du Maître d'Ouvrage, les conséquences pécuniaires des accidents corporels survenant au cours ou à l'occasion des travaux.

L'Entrepreneur s'engage, en conséquence, à garantir le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux, en tant que tiers responsable de l'accident, par la victime ou ses ayants droit et par la caisse de sécurité sociale.

L'Entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages survenus au cours de l'exécution de ses travaux ou causés par ses agents ou ouvriers à toute personne. Il s'engage à garantir éventuellement le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux.

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées par voie amiable sont soumises aux Tribunaux Compétents du Royaume auquel les parties donnent attribution de compétence.

ARTICLE III.21 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une mise en nantissement du marché, il est prévu que :

1. La liquidation des sommes dues sera opérée par Monsieur le président du Conseil de la Région FES-MEKNES

2. Le fonctionnaire chargé de fournir tant au titulaire du marché qu'aux bénéficiaires du nantissement ou subrogations, les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir n°1-15-05 du 19 février 2015 est Monsieur le président du Conseil de la Région FES-MEKNES

3. Les paiements prévus au marché seront effectués par Mr. le Trésorier régional de Fès-Meknès, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

En application de l'article 11 du C.C.A.G-T, le maître d'ouvrage délivre sans frais, au prestataire de services, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire du marché portant la mention "exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir n°1-15-05 du 19 février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de l'exemplaire unique remis au prestataire de services sont à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ce document préalablement à la constitution du cautionnement définitif.

CHAPITRE IV : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE IV.1 : OUVRAGES PROVISOIRES :

Les plans et notes de calculs des éventuels ouvrages provisoires sont à la charge de l'attributaire qui lui soumet à l'approbation du maître d'ouvrage quinze jours le début de réalisation des dits ouvrages.

ARTICLE IV.2 : CONTROLE DES TRAVAUX :

Les essais préliminaires d'information sont réalisés à la diligence de l'entrepreneur par un laboratoire agréé, les frais de ces essais à la charge de l'entrepreneur. Ils sont réputés inclus dans les prix unitaires des travaux. Tous les essais de contrôle à l'exception des essais préliminaires d'information sont réalisés à la diligence de l'administration par un laboratoire choisi par elle. Les frais de ces essais sont à la charge de l'administration.

ARTICLE IV.3 : REUNIONS DE CHANTIER :

Il sera dressé pour chaque réunion, un procès verbal qui sera contresigné par le maître d'œuvre et l'attributaire en fin de séance.

Dans le cas où l'attributaire est absent ou refuse de contresigner le procès-verbal celui-ci est notifié par ordre de service.

Ces procès verbaux étant appelés à remplacer autant que possible les échanges de correspondances entre le maître d'ouvrage, l'ingénieur chargé de suivi et l'attributaire. Ce dernier veillera à y faire inscrire au fur et à mesure du déroulement des travaux. Ses observations, ses réclamations ou réserves. L'inscription de ces dernières au cahier de chantier ne saurait remplacer la présentation des réclamations dans les formes et conditions prévues par les clauses du C.C.A.G.T

Lors des visites de chantier, l'attributaire est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opération dans les conditions de sécurité totale. Il devra faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçus sur le chantier ou mis en œuvre.

ARTICLE IV. 4 : DOSSIER D'EXECUTION :

1- Documents à la charge de l'administration :

Les documents disponibles seront fournis à l'entrepreneur par le maître d'ouvrage en fonction de son planning d'intervention.

2- Documents et travaux à la charge de l'entrepreneur:

L'entrepreneur fera établir à ses frais :

- Formulation de béton,
- Essais sur béton le concernant,
- Procéder aux opérations de piquetage et l'implantation des ouvrages sous le contrôle du maître d'œuvre,
- Fournir des plans d'exécution des ouvrages en deux exemplaires.
- Procéder à la prise des photos du site avant le commencement et au fur et à mesure de l'avancement des travaux. L'ensemble des photos devra être remis au maître d'ouvrage sous forme d'album et sur Clé USB en deux exemplaires au cours de l'exécution des travaux et obligatoirement avant la réception provisoire.

ARTICLE IV.5 : PLANS DE RECOLLEMENT :

À la réception provisoire, l'entrepreneur est tenu de fournir les plans de recollement des travaux exécutés, arrangés en classeurs plastifiés ainsi que sur Clé USB présentant ces plans sous forme de fichier **Autocad**, faute de quoi, la réception provisoire ne pourra être prononcée.

**BETONNAGE DES RUES AU CENTRE D'ENJIL
A LA CR ENJIL - PROVINCE DE BOULEMANE**

DEFINITION DES PRIX

Prix N°1 : Déblais en terrain de toute nature:

Déblais en terrain de toute nature, dans l'eau et à toute profondeur, y/c le rocher, Démolition intégrale d'ouvrages d'art (buses, puisards,...), piquetage, abattage des arbres, pompage, étalement ou blindage des fouilles, dispositif de sécurité, dégagement des débris et gravas à la décharge publique et toutes sujétions.

Le mètre cube1

Prix N°2 : Remblai:

Remblai en tout venant matériaux sélectionné y compris arrosage, compactage, réglage et toutes sujétions.

Le mètre cube.....2

Prix N°3 : Hérissonnage:

Hérissonnage de 0,20 m exécuté en pierres sèches posés à la main, pointe en l'air fortement serrées, réglage, damage et toutes sujétions

Le mètre cube..... 3

Prix N°4 : Béton B3 :

Réalisation d'un dallage en béton B3 dosé à 300kg de ciment CPJ 45/m³ reflué, de 10 cm d'épaisseur soigneusement réglé y/c pilonnage, fourniture et mise en œuvre, ferrailage en treillis soudé Ø5 mm maille 200x300 mm, coffrage, décoffrage et toutes sujétions pour parfaite exécution des travaux.

Le mètre cube.....4

Prix N°5 : Béton armé:

Béton armé comprenant béton B2 dosé à 350kg de ciment CPJ 45/m³ et aciers TOR (une seule nappe en T10 pour radier et parois, espacement 20 cm et deux nappes en T12 et T10 pour tampons, espacement 15 cm) pour béton B2 y compris fil de fer recuit pour ligature, façonnage, recouvrement réglementaire et toutes sujétions pour parfaite exécution des travaux. Ce prix est applicable aux quantités résultant des plans de ferrailage, les pertes de chutes n'étant pas prises en compte, coffrage, décoffrage et toutes sujétions

Le mètre cube.....5

Prix N°6- Bordure :

Bordures T4 en éléments de béton préfabriqués y compris :

- Fourniture à pied d'œuvre des bordures préfabriquées.
- Fouille en rigole sur une largeur supérieure de 20 cm de la largeur des éléments.
- Exécution d'une forme sur la largeur de fouille et sur une épaisseur de 10 cm.
- Pose de divers éléments au cordeau et à la règle compris sujétions de pose dans les courbes nécessitant la pose par éléments de 25 cm ou de 50 cm de longueur.
- Exécution des joints au mortier n°1 tirés au fer.
- Remblaiement soigné de la fouille après pose des bordures.
- Grattage et nettoyage éventuels des bordures souillées par les mortiers et bétons.

Le mètre linéaire6

NB: le titulaire du marché est tenu de fournir à l'Administration :

-Avant le commencement des travaux :

- ✓ Formulation de béton
- ✓ L'agrément des bordures avant la pose

-Au cours de la réalisation des travaux :

- ✓ Les essais de compactage des remblais
- ✓ les essais des bétons

-Avant la prononciation de la réception provisoire:

- ✓ Plan de recollement
- ✓ Ensemble de photos (prises avant le commencement et au fur et à mesure de l'avancement des travaux) sous forme d'album et sur Clé USB en double exemplaire.

**BETONNAGE DES RUES AU CENTRE D'ENJIL
A LA CR ENJIL - PROVINCE DE BOULEMANE**

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

N°	Désignation des travaux	U	Q	Prix Unitaire (hors TVA)		Prix Total
				En Chiffres	En Lettres	
1	- Déblais en terrain de toute nature	M ³	380			
2	- Remblai	M ³	200			
3	- Hérissonnage	M ³	440			
4	- Béton B3	M ³	220			
5	- Béton armé	M ³	20			
6	- Bordure T4	MI	454			
TOTAL HORS TVA						
TAUX TVA (20%)						
TOTAL TTC						

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES

EXERCICE
MARCHE N°

**Objet : BETONNAGE DES RUES AU CENTRE D'ENJIL
A LA CR ENJIL - PROVINCE DE BOULEMANE**

Le présent marché est passé après appel d'offres ouvert N° 26/RFM/2017 , sur offre de prix, en vertu des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et alinéa 3. § 3. De l'article 17 du Décret n°2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (05 février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Montant :(TTC)
.....(TTC)

SIGNATURES

<p>Dressé par :</p>  <p>L'ingénieur chef du service des équipements et des infrastructures Signé: KHALID AMAHZOUNE</p> <p>12 JUIN 2017</p>	<p>Vérifié par :</p>  <p>Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets Région Fès - Meknès Youssef ZIANI</p> <p>13 JUIN 2017</p>
<p>Présenté par :</p>  <p>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services Abderrazak MOUMNI</p> <p>13 JUIN 2017</p>	<p>Lu et accepté par :</p>
<p>Approuvé par :</p>	